

Un bref bilan financier



Article rédigé par *Nicolas Bagory*, le 17 février 2012

Quand il s'agit de faire le bilan financier de notre frénétique président, l'électorat se trouve fort dépourvu. Voici un bilan (vraiment) non exhaustif qui esquisse les principaux mouvements de son action.

Il voulait nous libérer

A peine arrivé au pouvoir, en août 2007, le président de la République aborde la France avec sa loi TEPA (en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). C'est Christine qui en a la garde. Cela n'a pas suffi et le « paquet fiscal », après une longue succion, fut définitivement abrogé lors du vote pour le budget 2012. Il faut dire que ces mesures (défiscalisation des heures supplémentaires, crédit d'impôt sur le revenu (IR) sur les intérêts d'emprunt immobilier, allègement des droits de succession, aménagement de l'impôt sur la fortune (ISF), abaissement du bouclier fiscal, défiscalisation des salaires des étudiants, encadrement des « parachutes dorés », revenu de solidarité active, imposition minimale), sous des couverts libéraux, présentaient l'inconvénient de ne pas relancer réellement l'offre. Il n'en est resté qu'un amer ressentiment contre un président qui chérirait ses riches.

L'intention y était toutefois. D'ailleurs le volontariste Sarkozy l'a montré en abolissant (presque) impitoyablement les privilèges des bénéficiaires de régimes spéciaux de retraite (Sncf, la Poste, EDF...) dès l'automne de son élection, fort du soutien de la France qui bosse et de celle qui prend le train. Il enchaîna, à la hussarde, par la première étape de la révision générale des politiques publiques en avril suivant (2008) et par la remarquable loi de modernisation de l'économie (pour simplifier la vie des entrepreneurs) et la création du statut d'autoentrepreneur, en août.

Mais tout a « crissé »

Patatras. « Une crise sans précédent », selon Jean-François Copé, nous est tombée dessus. En fait, ce sont presque trois crises que le chef d'État dû porter : la crise des « *subprimes* » (été 2007), la crise bancaire et financière (suite à la faillite de la banque Lehman Brothers en septembre 2008) et enfin, la crise de la dette en 2010.

Soyons honnêtes, Nicolas Sarkozy n'a pas manqué de la prestance qu'un Français attend de son chef d'État. Il a été réactif et entreprenant (un peu agité ?) mais il a manqué de souffle, de conséquence. En 2008, en réponse à la crise financière, il n'a pas réussi à imposer le plan de relance européen qu'il souhaitait et qui soit plus qu'un *patchwork* de plan nationaux. En 2010, malgré son évidente bonne foi, les allemands n'ont pas voulu remettre la main à la bourse pour des peuples qui gèrent leurs finances de façon moins rigoureuse, disons,

plus *méditerranéenne*. Mais, avant de regarder la paille dans l'oeil des allemands, admettons que sur cet exemple précis le candidat de l'UMP a surtout brillé par son inconstance financière, toute *corrézienne*^[1] cette fois-ci : il a d'abord refusé les euro-obligations et l'implication des banques avant de céder en juillet 2011.

Alors, il a réglé (et régulé)

Drôle de libéral que ce maltôtier qui a augmenté de 30 milliards les impôts en 2011 ! Il a créé de nombreuses nouvelles taxes (même les sodas ont augmenté!) sans compter la hausse des impôts régionaux due au désengagement (ou « désempêtrement »?) de l'Etat. Roger Nimier le vaticinait déjà en 1949 : « Il s'agit de cette hypocrisie libérale, toujours prête à s'attendrir sur les victimes les plus éloignées. Les libéraux aiment passionnément les peuples opprimés – sauf celui qu'ils oppriment. Secourir les Grecs, pleurer sur le Bulgare, on a pas inventé de meilleur moyen pour oublier l'ouvrier lyonnais et concilier une âme tendre avec le souci de ses intérêts. »(*in Le Grand d'Espagne*).

Mais, Nicolas Sarkozy ne s'est pas contenté de payer les pots cassés par les Européens (avec notre argent). Il a aussi cherché à les « réguler ». Depuis 2007, il prône une réglementation européenne (nomination du premier commissaire français au marché intérieur et aux services financiers, propositions franco-allemandes pour l'interdiction des ventes à découverts et CDS à nu sur les titres souverains en juin 2010, taxe sur les transactions financières). Certains jugent qu'il n'est pas encore assez ambitieux.

Et quelque fois, gagné

Vaille que vaille, le pouvoir d'achat des Français a été défendu. En 2009, la (sur)consommation de tous les grands pays a baissé sauf celle de la France. Mais, après tout, nous le méritons presque puisque nous travaillions davantage. La défiscalisation des heures supplémentaires est la seule partie de la loi TEPA qui a tenu : c'était sans doute la plus importante moralement.

Notre Président a en effet su remettre le travail à l'ordre du jour. Entre le printemps 2007 et l'automne 2008, le taux de chômage a diminué de 8,5 à 7,7%. Puis, pendant la crise, Nicolas Sarkozy a multiplié les mesures pour en limiter l'augmentation naturelle lesquelles, selon le *Magazine de l'Union* de mai 2011 (organe de presse de l'UMP), auraient bénéficié à plus de trois millions de salariés et de demandeurs d'emploi.

Nonobstant ces réussites partielles (il pourra toujours lui être reproché que le verre est à moitié vide), la vertu du travail fut surtout exaltée dans sa longévité. « On n'y touchera pas » affirmait-il à David Pujadas en juillet 2010 et bien qu'amendé 615 fois et contesté par tous les syndicats (à l'exception étonnante du patronat), le projet de loi montant l'âge de la retraite à 62 ans fut promulgué le 10 novembre 2010. Certes, l'unique système de retraite par répartition ne fut pas abrogé mais il était difficile de revenir sur une si vieille tradition nationale (le premier d'entre eux fut créé par Colbert pour les marins de Louis XIV) et Nicolas Sarkozy et Eric Woerth n'ont pas démérité là où Balladur (en 1993), Juppé (en 1995) et Fillon (en 2003) s'étaient brûlés les doigts.

Va-t-il charger ?

Nul ne pourra accuser le Président de prévariquer pendant la fin de son premier mandat. Dans une même foulée, il a lancé la TVA sociale puis, le 15 février s'est déclaré candidat aux très prochaines élections présidentielles. Qu'il s'agisse d'une stratégie électorale est une hypothèse que nous n'aurons pas la bêtise de nier ; il n'empêche que Nicolas Sarkozy compte bien montrer qu'il travaille jusqu'au bout. Si cette réforme financière eût été probablement profitable dès avant la fin de son mandat, elle vient à point pour sa candidature comme pour la France.

N'est-il pas plus juste de taxer davantage les consommateurs aux profits des travailleurs et des entreprises ? Il est à souhaiter que cette dernière réforme financière soulage ceux qui se donnent du mal, encourage ceux qui entreprennent et défende ceux qui exportent. En effet, la TVA sociale, parce qu'elle s'ajoute à tous les partis mais qu'elle vient, en revanche, soulager ceux qui produisent en France, agit comme une barrière protectionniste à l'heure où même l'électorat de Bayrou (qui préconise le « produire français ») le demande.

Bref, le Président va charger. Et il y a des chances que ce ne soit pas sa dernière charge.

Retrouvez tous les articles finance de la présidentielle dans notre dossier :

[\[1\]](#) Ô grand peuple de Corrèze, ne vois ici aucune généralité abusive sur ton caractère mais une simple référence à la politique financière de Jacques Chirac (dont la cohérence échappe aux plus grands analystes) et à celle de François Hollande (qui un coup, est libéral et l'autre, tient le monde de la finance comme un ennemi).